

IL RENFORCE LES DROITS ET LES LIBERTÉS FONDAMENTALES DU CITOYEN

Le code de procédure pénale en Conseil du gouvernement

Le projet de code de procédure pénale devait être au menu de la réunion du Conseil du gouvernement, hier mardi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Justice et garde des Sceaux, qui en a fait part hier matin, a soutenu que ledit projet de loi prévoit de «profondes réformes visant à renforcer le pouvoir judiciaire, les droits et les libertés fondamentales du citoyen».

S'exprimant à la fin d'une séance d'adoption de pas moins de six projets de loi au Conseil de la nation, Tayeb Louh a ajouté que ce projet de code de procédure pénale prévoit, notamment l'introduction, pour la première fois dans l'histoire de la justice algérienne, d'une nouvelle clause qui consacre le principe du droit de l'accusé, ou du suspect placé en garde à vue par la police judiciaire, à la présence de son avocat lors de l'enquête préliminaire.

Quant à la non-présentation au Conseil de la nation du projet de loi

relatif à la protection de la femme contre toute forme de violences pour débat et adoption, Louh a soutenu être en «attente» de ces débats. Et de préciser que «la séparation des pouvoirs figure parmi les principes que nous défendons et soutenons dans le cadre des réformes visant l'édification de l'Etat».

Ce projet de loi adopté en mars dernier à l'APN a suscité, pour rappel, de vives réserves des députés se recrutant notamment dans le courant islamiste qui y voient un moyen «d'effritement» de la cellule familiale.

Dans leur point de mire, l'article protégeant l'épouse contre la violence physique et verbale et des coups et blessures volontaires, ayant provoqué un état d'invalidité ou causé l'amputation d'un membre, une invalidité permanente ou la mort de la victime. Ou encore un autre article



Tayeb Louh, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

criminalisant le harcèlement contre les femmes dans les lieux publics.

Ceci dit, la séance d'hier au Conseil de la nation a été caractérisée par une adoption, en «gros», puisque pas moins de six projets de

loi ont été avalisés presque tous à l'unanimité. Jamais cette chambre haute du Parlement n'a, en effet, confirmé son sobriquet de chambre d'enregistrement comme hier, donc. Et comment, puisque ses membres

ont «plié», en près de deux heures seulement, la bagatelle de six projets de loi. Et encore ce fut à l'unanimité des votants, presque pour tous lesdits projets de loi.

C'est ainsi que le projet de loi sur l'aviation civile, qui modifie et complète celle de 1998, le projet de loi relatif à la protection de l'enfance, le projet de loi relatif aux activités et au marché du livre, le projet de loi modifiant et complétant la loi n°86-04 portant création de la médaille militaire, le projet de loi portant création de la médaille de participation de l'ANP aux deux guerres du Moyen-Orient de 1967 et 1973 et enfin, du projet de loi portant création de la médaille de la bravoure militaire.

Autant de projets de loi qui ont «nécessité», pour rappel, juste une journée de débats, dimanche dernier, avant leur passage à la «trappe» des sénateurs, hier mardi.

M. K.

ÉVALUATION DU PARTENARIAT ALGÉRO-EUROPÉEN DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE

«Renforcement de l'État de droit et de la sécurité juridique»

Lancé en 2013, l'accord de partenariat et de jumelage entre le Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ) du côté algérien et deux Etats membres de l'Union européenne semble passer à la vitesse supérieure. C'est ce qui ressort du constat fait hier à l'issue d'une cérémonie organisée à Alger en présence des responsables des différentes parties.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Du côté européen, on «veut porter aide et assistance à la partie algérienne pour l'application du droit, du renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité juridique».

«Pour parvenir à ces objectifs, quatre résultats obligatoires ont été inscrits au projet, lesquels ont été largement atteints à l'issue de la période de mise en œuvre. Il s'agit de la définition des termes et moyens d'une politique scientifique juridique et judiciaire pluriannuelle, du développement d'une politique de gestion des compétences et de formation du personnel du CRJJ, de l'élaboration des termes d'une politique documentaire et éditoriale et la mise en place d'une démarche et d'une politique de communication», est-il indiqué dans

l'accord de partenariat. Conformément aux dispositions de cet accord, le CRJJ aura de ce fait une place dans l'espace de la recherche juridique et judiciaire en Algérie. Les principes stratégiques devant présider à la politique scientifique du CRJJ seront définis et les axes de développement à court, moyen et long terme identifiés. Les deux parties auront encore à arrêter une stratégie d'insertion de ce centre dans les réseaux nationaux et internationaux existants et à lui trouver des partenaires pertinents.

Par ailleurs, une visite d'études auprès d'un centre de recherche de l'UE et l'organisation d'un séminaire de réflexion sur les exigences méthodologiques de la recherche juridique sont entre autres activités programmées par

le jumelage. L'objectif premier recherché est d'œuvrer à «l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs en sciences juridiques afin de constituer un vivier d'experts nationaux et internationaux».

Lors des différentes interventions, il a été mis en exergue les axes forts du jumelage, à savoir «l'échange sur la méthodologie de la recherche, la réflexion sur la conduite des projets de recherche, le choix de la détermination des sujets de recherche et les conseils à la rédaction». «L'Algérie s'est engagée dans de profondes réformes structurelles et institutionnelles dont l'objet est de favoriser un enracinement durable de l'Etat de droit. Dans le cadre de la réforme de la justice, le Centre de recherche juridique et judiciaire est l'un des vecteurs de cette mutation escomptée. Les missions assignées au CRJJ traduisent le souci d'apporter un appui pertinent pour un environnement juridique stable et sécurisé», a-t-on plaidé du côté algérien.

A. B.

LOI SUR LA RÉGULATION DES IMPORTATIONS

Les députés disent oui

Sans surprise aucune, les députés ont dit oui hier au texte réglementant les importations et les exportations. Le ministre du Commerce assure qu'une commission à laquelle prendront part les représentants de plusieurs départements ministériels statuera sur les produits concernés par les licences d'importation.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est avec plus de deux heures de retard que les travaux en plénière ont débuté hier. La sonnerie appelant les députés à rejoindre l'hémicycle a retenti bien longtemps, priant les députés de rejoindre l'hémicycle. Ce n'est qu'à 11h 40 mn que le nombre des députés a été jugé suffisant

pour débiter les travaux. Les élus du peuple devaient approuver le texte relatif aux règles sur les importations et les exportations. Après des interventions houleuses lors du débat, place à l'approbation du texte. Un texte voté pratiquement sans changement majeur.

Les députés, essentiellement ceux du Parti des tra-

vailleurs, avaient introduit 26 amendements. Ils ont proposé la mise en place d'une commission pluridisciplinaire chargée de délivrer les licences, la nécessité de faire signer les licences par les ministères de l'Economie et des Finances, l'interdiction de l'importation de produits fabriqués localement, mettre les opérations d'importation sous le contrôle de l'Etat et la mise en place de normes propres à l'Algérie permettant de mieux contrôler la qualité des produits importés.

Comme de tradition, la commission n'aura approuvé que des amendements ne remettant pas en cause l'es-

prit du texte. Deux amendements uniquement ont été approuvés. Les autres ont été considérés comme inacceptables.

Au final, c'est sans surprise aucune que les députés ont dit oui au texte qui avait suscité beaucoup de commentaires et des prises de parole assez musclées de la part des députés.

Amara Benyounès ne considère néanmoins pas l'adoption du texte comme «une victoire» car, dit-il, il ne se sent pas en «conflit» avec les députés en dépit de certains «dépassements» qu'il met sur le dos de «l'apprentissage de la démocratie».

N. I.

POUR FAIRE FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les douze chantiers du collectif Nebni

Le collectif Nebni réitère ses avertissements et appréhensions concernant la politique budgétaire actuelle. Il propose ainsi un plan d'urgence 2016-2018 pour faire face à la crise économique et sociale.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le collectif Nebni poursuit d'avertir sur la situation économique du pays. Selon lui, les politiques publiques appliquées ne sont pas à la hauteur des enjeux actuels d'où l'urgence d'agir sérieusement.

«Ce qui a été envisagé par l'Etat est aujourd'hui très loin du challenge», affirme Abdelkrim Boudra, membre du collectif Nebni, hier lors d'une rencontre à Alger.

Rappelant que l'Algérie n'est plus dans une situation d'aisance financière, il souligne l'obligation aujourd'hui d'aller vers des réformes, au lieu, dit-il, «de les opérer quelques années plus tard sous des contraintes».

Seulement, il reconnaît que les institutions en place n'ont pas les compétences pour conduire des réformes fortes.

Face à la diminution des disponibilités du Fonds de régulation des recettes et des réserves de changes, Abdelkrim Boudra qualifie le statu quo d'«insoutenable». «Nous sommes en phase du déclin depuis des années. Nous avons des problèmes structurels chroniques et la chute du prix du baril ne fait que les accentuer», explique-t-il. Une situation qui risque d'affecter plusieurs secteurs. «Si nous continuons comme cela, nous ne pourrions plus soutenir les efforts de plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la santé, les technologies de l'information. Même les retraites, les salaires de la Fonction publique et l'emploi des jeunes diplômés seront, eux aussi, affectés», dira Lyès Kerrar, membre du collectif. Il avertit également quant au risque «que la classe moyenne tombe dans la précarité».

Le collectif Nebni propose ainsi un plan d'urgence 2016-2018 qui comprend quatre lignes directrices. «C'est un modèle pour piloter les réformes», précise Lyès Kerrar.

Ainsi, l'on milite pour l'arrêt des politiques qualifiées d'«inefficaces» et de «coûteuses», en mettant fin aux entraves majeures à l'investissement. Il est également question d'interrompre les subventions indues et les niches fiscales.

Nebni appelle également à «bâtir les fondations d'une action publique transformée» à travers notamment une gestion «sérieuse» du patrimoine public et reconsidération du management des entreprises publiques.

Egalement, le collectif Nebni appelle à entamer une augmentation progressive et différenciée des prix des biens et services subventionnés. «Aujourd'hui, le système de subvention est inégalitaire et injuste. Il profite souvent à des gens qui n'en ont pas besoin. Il faut cibler les subventions, d'où la nécessité de réformer le système de subvention», souligne-t-on.

Le plan d'urgence évoque également l'«accélération des chantiers en suspens». Et de citer à titre d'exemple la réforme douanière et la politique commerciale.

«Nous proposons des lignes directrices et des chantiers prioritaires par lesquels il faut commencer», dira pour sa part un autre membre du collectif Nebni, Mabrouk Ayeb, car explique-t-il, «l'Algérie n'est pas en train de prendre les bonnes mesures».

Ry. N.